

le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; * La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; * La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	JUIN 1969 — 7 ^{me} ANNEE — N° 66		Le numéro
		Abonnement de soutien 10 F - 100 F.B. Abonnement annuel 5 F - 50 F.B.		0,50 F - 5 F.B.
		LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE - Colbert	C.G.P. 2202 22 MARSEILLE

Le P. C. F. première force de l'anti-communisme

La farce électorale dont le premier acte vient à peine de se terminer aura au moins eu le mérite d'illustrer de façon éclatante cette thèse fondamentale de notre courant : le P.C.F. est le parti social-démocrate d'aujourd'hui, c'est-à-dire l'ennemi le plus insidieux de la révolution prolétarienne, du communisme.

La social-démocratie classique, incarnée en France par la S.F.I.O. dont l'anti-communisme haineux et aveugle englobe jusqu'aux faux communistes du P.C.F., vient de montrer par l'écrasante défaite électorale de Defferre, pourtant épaulé par Mendès-France, qu'elle est en pleine

Qu'elle l'ait fait de bon cœur ou à contre-cœur importe peu ici, l'essentiel étant que le P.C.F. s'en soit tout naturellement emparé, comme le prouve toute la campagne électorale de Duclos, menée au nom de la « gauche » tout entière et de son hypnétique « programme commun ». En s'affirmant partisan jusqu'au bout de l'unité avec les anti-communistes sociaux-démocrates, mêmes lorsqu'ils repoussent toutes ses avances, le P.C.F. proclame qu'il veut être le rassembleur de la « gauche », le champion de l'anticommunisme, le parti social-démocrate dynamique et puissant prêt à prendre la relève du social-démocratie classique usé jusqu'à la corde.

Qu'est-ce que le social-démocratie ? La négation de la nécessité historique d'une révolution ouvrière qui détruit l'Etat bourgeois, qui instaure la dictature du prolétariat et s'en sert de levier pour abattre le régime capitaliste afin que puisse se développer la société socialiste. Partisan des réformes, sans doute, mais des réformes dans l'ordre, et de l'ordre avant tout, le social-démocrate a pour mission de masquer et si possible d'étouffer dans l'œuf tous les antagonismes, tous les conflits de la société capitaliste accumule nécessairement et sur une échelle toujours plus vaste. Avant tout, le social-démocrate est un conciliateur. Certes, il admet en paroles l'existence des classes sociales, de la lutte plus ou moins déclarée qu'elles mènent les unes contre les autres, et il se proclame même le défenseur des intérêts de la classe ouvrière. A une condition toutefois : que cette lutte n'aille pas jusqu'à la guerre totale, qu'elle ne menace pas l'existence même de la société capitaliste. Toujours pacifiste et démocrate à l'égard de la bourgeoisie, réformiste envers la classe ouvrière lorsque le capitalisme peut lui concéder quelques avantages temporaires, le social-démocrate se transforme en gendarme, voire en bourreau pur et simple, dès qu'une crise violente éclate et pousse le prolétariat à l'action politique directe. Le développement de la lutte des classes, en effet, est impitoyable et ne laisse pas de place au conciliateur lorsque les limites des deux camps qui divisent la société bourgeoise deviennent nettes. Le parti qui ne prépare pas en permanence le prolétariat à une lutte jusqu'au bout contre le monde bourgeois, mais l'endort au contraire par de belles phra-

ses réformistes et démocratiques, ce parti désarme la classe ouvrière devant l'offensive continue de la bourgeoisie ; défenseur passif de l'ordre capitaliste dans les périodes de calme social, il en devient inexorablement un défenseur actif dans les périodes de lutte sociale ouverte.

Que s'est efforcé de prouver le P.C.F. tout au long de sa campagne électorale ? Qu'il n'existe pas d'antagonismes de classe irréductibles, que tout peut être concilié. Les salaires doivent augmenter et la solution est bien simple, a-t-il dit : il suffit de diminuer les profits. C'est bien vrai, M. Duclos, tout à fait vrai, mais qui réalise des profits substantiels sur lesquels une lutte ouvrière radicale (et non des bulletins de vote !) peut espérer grignoter des augmentations ? Les grandes entreprises, les monopoles comme vous dites, alors que les petites et moyennes entreprises qui végètent, plus ou moins sauvées de la ruine par des subventions gouvernementales, surexploitent la classe ouvrière en lui payant des salaires de misère. Mais cela vous ne le dites pas, M. Duclos, car vous êtes un conciliateur et vous voulez défendre tout à la fois le petit patron et celui qu'il exploite ! Pour faire bonne mesure, vous défendez aussi le petit paysan à la maigre productivité et le petit commerçant-sangsue, ce qui ne vous empêche pas de tonner aussi contre l'augmentation des prix qui grignote le pouvoir d'achat de l'ouvrier. Toutes ces classes moyennes qui pullulent encore en France malgré les rapides progrès du grand capitalisme, vous êtes leur porte-parole autorisé, c'est incontestable ; or, elles sont réactionnaires en politique et socialement parasitaires. Et les parasites, c'est le prolétariat qui les entretient. Il faut choisir M. Duclos !

Venons-en à l'essentiel. M. Duclos nous a parlé des énormes profits du grand capital, ainsi que des cadeaux que le

désagrégation. Réduite à un corps de notables inspirés par une poignée de politiciens rompus à toutes les manœuvres parlementaires, mais que l'abaissement du Parlement voue justement aux seconds rôles sur la scène politique bourgeoise, sans influence marquante sur la classe ouvrière organisée dans les syndicats (F.O. joue un rôle négligeable dans les usines), suffisamment compromise pour que les professions de foi « socialistes » qu'elle lance dans les grandes occasions... électorales, n'inspirent plus guère que le dégoût aux travailleurs, cette vieille social-démocratie en pleine putréfaction a dû transmettre son flambeau au P.C.F.

fisc lui fait par dessus le marché. Tout cela est incontestable, mais voyez où M. Duclos veut en venir. Il nous a longuement entretenus, par exemple, des dépenses somptuaires de M. Dassault qui, entre autres cho-

(Suite page 4)

LETTRE D'ALLEMAGNE

L'enfant tardif du stalinisme

Allemagne fédérale, mai.

Le K.P.D., hier illégal, a pu reprendre publiquement son activité en Allemagne fédérale sous la nouvelle raison sociale de « Parti communiste allemand » (D.K.P.). (En 1848, Marx et Engels publièrent les revendications immédiates des communistes dans la lutte révolutionnaire sous le titre de « Revendications du Parti Communiste en Allemagne », marquant ainsi le caractère international du mouvement et l'aspect secondaire de sa localisation géographique ; cela suffirait presque à mesurer le chemin parcouru à reculons depuis lors !) L'aurore de martyr de la cause ouvrière persécutée par la réaction qui pouvait peut-être pousser quelques ouvriers à attribuer à ce regroupement un programme révolutionnaire, devrait s'évanouir après le premier congrès du parti tenu à Essen. Le vrai visage du D.K.P. apparaît maintenant en pleine lumière : c'est un parti réformiste comme tous les autres partis « communistes », occidentaux ou non.

Ce parti doit sa rentrée dans la légalité non pas au poids politique qu'il a acquis, mais à des marchandages « au sommet » avec les représentants du gouvernement de Bonn. Un parti si bien domestiqué rentre en effet à merveille dans les perspectives politiques de ceux-ci. Si à droite, le parti fas-

siste du N.P.D. peut détourner l'attention du fascisme démocratique des partis de la « grande coalition », il faut aussi qu'à gauche on puisse compter sur quelque chose pour diffuser l'idéologie démocratique dans certains secteurs

(Suite en page 2)

L'opportunisme trotskyste ressuscite la funeste tactique du « parlementarisme révolutionnaire »

Les trotskystes de la ligue communiste pa-voient : ils sont enfin représentés dans l'arène électorale. Nous, marxistes, nous restons insensibles à ce « succès » spectaculaire pour deux raisons. La première est qu'il n'est pas dû à une « radicalisation révolutionnaire » du prolétariat, mais au profond mécontentement de la petite-bourgeoisie anti-gaulliste, surtout rurale. Ce mécontentement a suffi pour que

QUEL PROGRAMME ?

M. Krivine se présente comme le champion de la classe ouvrière, de la lutte de classe, du socialisme. Pour nous, marxistes, ce fait pose une question toute simple : M. Krivine et ses amis défendent-ils le programme historique du prolétariat ? Pour commencer, il faudrait qu'ils le connaissent et le comprennent ce programme. Ce n'est pas le cas.

Le programme du prolétariat, c'est sa constitution en classe, c'est-à-dire en Parti communiste ; c'est sa lutte, d'abord économique, ensuite et surtout politique, contre le Capital et son pouvoir jusqu'à la destruction de l'Etat, jusqu'à l'instauration de la dictature du prolétariat exercée par son Parti, et enfin l'intervention despotique de l'Etat prolétarien dans l'économie pour aboutir au socialisme.

Le socialisme ? Mais, dirait-on, M. Krivine et ses amis sont socialistes, très socialistes ! Qu'est-ce que le socialisme, là

est toute la question. Peut-on être plus ou moins socialiste ?

Le socialisme est scientifique, ou il n'est rien. Songerait-on à dire que le théorème de Pythagore est plus ou moins géométrique ?

Le socialisme scientifique a été, voici plus d'un siècle, parfaitement défini : c'est un mode de production qui prend le contre-pied du mode de production capitaliste. Dans celui-ci, le but de la production, c'est d'accroître le Capital en lui ajoutant le profit obtenu par l'exploitation du travail salarié ; dans le socialisme, il s'agit de produire pour satisfaire des besoins, sans que rien ne subsiste de l'économie de marché.

M. Krivine et ses amis admettent-ils une telle définition ? Dans les phrases peut-être, dans les faits absolument pas. Deux exemples suffiront à le montrer.

En Russie, les catégories et les rapports de l'économie capitaliste (salariat, profit, production de marchandises, économie de marché) se maintiennent et se développent ; or, le maintien prolongé des rapports de production capitalistes entraîne forcément le maintien des rapports sociaux et politiques capitalistes : le marxisme est donc amené à considérer la Russie comme un pays capitaliste. Pourtant M. Krivine et ses amis considèrent la Russie comme un

Krivine trouve aisément bien plus que les cent signatures dont il avait besoin, mais nous n'avons garde de le confondre avec un réveil de classe. La seconde et la principale est que cette candidature et cette participation électorales sont les fruits d'une forme d'opportunisme qui n'est pas moins fatale au prolétariat que l'opportunisme officiel du P.C.F. : c'est l'opportunisme « gauchiste ».

pays socialiste, affligé, il est vrai, sur le plan politique d'une « dégénérescence bureaucratique ». Nous sommes donc fondés à penser que le « socialisme » que prévoient M. Krivine et ses amis n'est qu'une autre forme du capitalisme.

Comme remède à la fameuse « dégénérescence bureaucratique », M. Krivine et ses amis proposent le respect de la « démocratie ouvrière », avec la gestion directe de l'économie par les travailleurs eux-mêmes. Thèse apparemment innocente, mais combien étrangère au marxisme. Le socialisme tel que l'envisage la grande tradition marxiste ne peut être atteint que par l'intervention despotique de l'Etat prolétarien (dictature du prolétariat exercée par le Parti révolutionnaire) dans l'économie : il s'agit de détruire le mode de production capitaliste, les rapports de production capitalistes et d'aboutir à une nouvelle organisation rationnelle de l'économie en vue de satisfaire les besoins réels des hommes. Au cours de cette marche vers le socialisme, l'Etat prolétarien doit en même temps lutter contre les forces réactionnaires non seulement de l'intérieur, mais de l'extérieur, puisque la Révolution ne saurait vaincre simultanément dans tous les pays du monde.

Le « socialisme » gestionnaire des trotskystes ne fait pas disparaître les catégories écono-

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

PARIS : Le samedi 21 juin de 15 h. à 19h. 30
salles Lancry - rue Lancry (X')

MARSEILLE : Les samedi 14 et 28 juin de 17h à 20h. 30
au siège du "Prolétaire"
7, cours d'Estienne d'Orves

Le salaire n'est pas une « part du revenu national »

En guise d'introduction à cette série d'articles, nous soulignons, dans notre numéro précédent, le degré de décomposition du mouvement syndical actuel, particulièrement en France. Tous les dirigeants des grandes centrales syndicales sans exception se félicitent de l'extension « du droit syndical » dans l'entreprise (dont nous avons par ailleurs montré dans quel esprit et avec quelles intentions non dissimulées d'en faire un obstacle à la grève il avait été octroyé par l'Etat capitaliste).

Ils réclament l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire veulent confier à une disposition légale du pouvoir bourgeois le soin de « veiller » sur la rétribution des ouvriers. En un mot ils concourent avec persévérance à faire d'un mouvement syndical qui a de lointaines traditions de lutte pour le syndicalisme asservi de même type que celui qui existe déjà dans la plupart des grands pays capitalistes.

L'argument essentiel des dirigeants syndicaux pour justifier ce qui n'est qu'une pure et simple trahison de la fonction de classe du syndicat serait que le monde moderne, grâce à une série de concessions et de réformes imposées au patronat et à l'Etat capitaliste, pourrait parvenir à un équilibre stable et satisfaisant entre les intérêts des ouvriers et les exigences de la production. Cette idée était déjà implicitement contenue dans les mots d'ordre politiques que l'opportuniste

« Produisez, disent le gouvernement, les partis bourgeois et leurs agents syndicaux, produisez encore, produisez davantage plus grand sera le revenu national, plus grande sera la part qui vous en reviendra ». C'est un pur mensonge.

Le revenu national n'a rien à voir avec le salaire de l'ouvrier. Le « revenu national » c'est ce qu'en termes marxistes nous appelons le produit social, c'est-à-dire l'équivalent en argent de la totalité des produits mis sur le marché par l'ensemble des entreprises d'un pays déterminé.

Entre cette valeur totale du produit social et la valeur rendue aux ouvriers sous forme de salaire, il n'y a pas un rapport direct ou immédiat. La classe capitaliste achète à la classe salariée sa force de travail, sa capacité physique ou intellectuelle d'exécuter une tâche productive déterminée dans les conditions générales de dureté, d'intensité et de précision qui sont celles d'un pays déterminé à une époque déterminée.

Quand les produits de cette activité sont livrés, sous forme de marchandises, au marché et échangés contre de l'argent, les salaires des ouvriers qui les ont produits sont déjà fixés, sinon payés. Entre l'argent qui résulte de la vente de ces marchandises (produit brut) et le montant des salaires octroyés aux ouvriers, il n'y a pas une relation directe. L'argent que représentent ces salaires provient de la vente d'autres marchandises, de la vente antérieure d'autres produits dont le capitaliste avait déjà retiré une certaine somme d'argent avant d'en consacrer une partie à l'achat d'une nouvelle force de travail utilisée à la production de nouveaux produits.

D'une façon générale le capitaliste peut bien faire faillite s'il ne retire pas au moins l'équivalent de ses frais de production lors de la vente de produits, les salaires sont déjà payés. Il peut aussi bien retirer de cette vente un bénéfice colossal sans que les ouvriers aient aucune raison d'ordre logique comme juridique d'en revendiquer la moindre parcelle.

Pourquoi ? Parce que le capitaliste leur a acheté, non pas le produit de leur travail, mais leur force de travail : une certaine dépense d'énergie physique ou intellectuelle pendant une durée socialement déterminée. Exactement comme autrefois un agriculteur, empruntant à un voisin une bête de somme, donnait à celle-ci sa stricte ration alimentaire sans même lui faire renifler l'odeur de la moisson recueillie grâce à ses efforts. Cela choque ? Cela scandalise ? Cela provoque l'apoplexie des bonzes réformistes qui rêvent de « salaires humains et décents » ? C'est pourtant la réalité, la seule réalité possible aussi longtemps que les moyens de production seront le monopole

propagé depuis trente ans. Lorsque ce dernier se livrait à l'apologie de la patrie, de la démocratie et de la production, il renonçait déjà à combattre leur contenu social, c'est-à-dire le cadre historique et idéologique de la domination bourgeoise, la forme politique de cette domination, les rapports économiques sur lesquels elle repose.

Jusqu'à ces dernières années toutefois, cette acceptation de fait des exigences les plus impératives de la production capitaliste ne s'accompagnait pas, comme aujourd'hui, d'une propagande en faveur des principes et modalités de l'exploitation des salariés. Lorsque des dirigeants ouvriers disent que c'est en développant la production qu'on améliorera les salaires et que, pour obtenir une meilleure rétribution de leur travail les salariés doivent élever leur qualification professionnelle, ils tiennent exactement le même langage que les idéologues du capitalisme dont la fonction est de persuader les ouvriers que leur sort est lié, pour le meilleur comme pour le pire, au sort de la production bourgeoise, au souci de sa discipline sociale qu'elle exige, au respect de la structure politique et sociale sur laquelle elle est fondée. Toute cette propagande repose essentiellement sur la dissimulation de la nature exacte de ce rapport d'échange qu'est le travail salarié et c'est donc par là qu'il faut commencer si l'on veut expliquer le rôle fondamental du syndicat et les raisons pour lesquelles il tend à l'abandonner.

d'une classe et non le patrimoine de la société tout entière. Et il n'y aurait jamais un travail salarié, capital et capitalisme si ce phénomène « scandaleux », le profit comme résultat de l'échange de la force de travail contre salaire, n'avait été strictement conforme à des lois économiques, aux lois de l'économie capitaliste telles qu'elles se sont implantées dans les sociétés modernes après des siècles d'économie naturelle et de simple troc.

Pourquoi nous attachons-nous tellement, en ce début d'étude, à disjoindre salaire et produit social ? La raison est très simple. Le produit social est ce qui entre, sous forme d'argent, dans la poche des capitalistes ; le salaire est ce qui en sort. Les capitalistes veulent grossir au maximum le premier et réduire le plus possible le second. En parlant sans répit du salaire comme si son augmentation était liée à celle du « revenu national », les bourgeois tendent à faire oublier les différences sociales qui résultent de cet état de fait économique, à escamoter l'antagonisme de classe qui s'alimente à chaque instant et à chaque opération du processus productif. A leur suite, les politiciens de toute espèce et les dirigeants du syndicalisme de collaboration de classe, qui reprennent à leur compte des arguments identiques lorsqu'ils invitent les ouvriers à accroître la production, à défendre certaines branches d'industrie,

n'ont pas d'autres buts que de masquer le fait fondamental de la répartition du produit social dans la société bourgeoise. Cette répartition n'a rien à voir avec la « morale », « l'humanité », la volonté bonne ou mauvaise des gouvernements. Elle est le fait d'un mécanisme économique aveugle qui obéit à des lois draconiques déterminées par des intérêts sociaux inconciliables.

La classe exploitée ne peut donc attendre que cette répartition soit modifiée sensiblement par des discussions et des accords de « bonne volonté réciproque » entre représentants ouvriers et patrons, encore moins par des modifications d'équipe gouvernementale au pouvoir. En régime capitaliste rien d'humain, d'équitable ne peut être acquis par le prolétariat dont l'émancipation est indissolublement liée à la destruction des rapports sociaux de production actuels.

Est-ce à dire que la lutte pour des améliorations de salaires est inutile sous la domination du capital ? Aucunement. Cela signifie qu'avant tout cette lutte pour des intérêts immédiats n'est possible et efficace - dans d'étroites limites d'importance et de durée - que si elle s'inscrit dans une lutte plus générale pour la destruction de l'exploitation capitaliste. Pourquoi et comment les syndicats actuels se sont écartés de ce principe fondamental, c'est ce que nous examinerons dans les articles à venir.

LETTRÉ D'ITALIE

Le syndicalisme moderne

De l'Italie, mai.

Le raisonnement habituel des fonctionnaires syndicaux est à peu près le suivant : « Les grèves générales appartiennent au passé. Le syndicalisme doit s'adapter à la réalité moderne et les actions syndicales doivent être préparées et dirigées en fonction des intérêts de l'économie nationale. Il nous faut aujourd'hui des luttes préparées avec soin, savamment articulées sectoriellement par secteur, adaptées aux exigences et aux particularités de chaque entreprise, c'est-à-dire des actions scientifiquement étudiées pour atteindre le maximum d'efficacité avec la plus faible dépense d'énergie possible. »

Une évidente application de ces principes « scientifiques » et « modernes » a été fournie par les syndicats italiens lors des faits récents de Battipaglia, où la police, durant une grève locale de protestation contre la fermeture de plusieurs entreprises, a tué et tué deux personnes. Les syndicats italiens ont, de façon très moderne, exprimé leur protestation par une grève de trois heures, qui dans certains secteurs a même duré moins longtemps.

Trois heures suffisaient aux syndicats, malgré l'énorme indignation des ouvriers ! Face à un événement qui aurait dressé comme un seul homme ces vieux ouvriers « dépassés » de 1921 en transformant la protestation en un grand moment de la lutte de

classe, nos syndicalistes « scientifiques » ont calmé leur conscience en trois heures, se hâtant de lancer des appels au calme en direction des ouvriers et de réclamer le « désarmement de la police ». Ce syndicalisme moderne est ainsi clairement apparu pour ce qu'il est : un éteignoir des luttes ouvrières. Cela est d'autant plus vrai que dans de nombreuses villes italiennes beaucoup d'ouvriers s'étaient mis en grève spontanément, dès que la nouvelle de l'assassinat fut connue et sans attendre les décisions des confédérations syndicales. La décision de lancer une grève de trois heures ne visait pas à guider une protestation massive, mais à contrôler, à canaliser l'indignation ouvrière.

(Suite page 4)

L'enfant tardif du stalinisme

de la classe ouvrière allemande avec une force de conviction supérieure à celle des sociaux démocrates. Qu'est-ce qui peut faire survivre l'idéologie démocratique, sinon l'illusion qu'elle pourra se muer pacifiquement en socialisme ? Et qui pourrait mieux fabriquer cet opium pour la classe ouvrière qu'un parti communiste dont les membres sont aussi bien disposés à se faire photographier, pour une revue bourgeoise illustrée, devant de gigantesques portraits de Marx, Engels, Lénine, Luxembourg et Liebknecht, qu'à renier leur théorie et leur action révolutionnaires ?

Dans la phase impérialiste actuelle, le capitalisme utilise des moyens fascistes dans son action politique. Mais il réussit d'autant mieux à le dissimuler derrière le rideau de fumée des bavardages démocratiques, que ceux qui, nominativement, devraient en être les ennemis jurés ont transformé leurs « armes de la critique » en bombes fumigènes du démocratisme, du pacifisme et de la coexistence pacifique. Le N.P.D., avec ses petits et moyens bourgeois menacés par la concentration capitaliste, s'offre au capital ouest-allemand comme un futur « facteur d'ordre ». Pour l'instant, il peut du reste s'en passer tranquillement puisque les sociaux-démocrates remplissent bien mieux cette tâche, grâce surtout à leur influence écrasante sur les syndicats, mais aussi à leurs petits Noske des gouvernements régionaux, qui aujourd'hui font matraquer les étudiants et demain feront tirer sur les ouvriers.

Quant au D.K.P. s'il fait concurrence au N.P.D. en se présentant comme le défenseur potentiel des intérêts des couches moyennes contre les « monopoles », il s'emploie surtout, comme le montre la lettre d'Essen au parti social-démocrate, à rehausser le prestige de ce parti en rendant hommage à ses membres « de gauche » qui, avec un sens parfait de la division du travail, ne font rien d'autre que retenir les ouvriers à la remorque du social-démocratisme par une bruyante démagogie.

Dès l'époque de la fondation de l'Internationale communiste, notre courant a mis en évidence les raisons qui nous font considérer la participation à la foire électorale et au parlement, comme un obstacle à la préparation révolutionnaire plutôt que comme un moyen de la compléter ou de la faciliter. Pourtant, si le D. K. P. participait seul aux élections pour le Bundestag (Chambre des Députés) avec un programme révolutionnaire, dans le but de mesurer son influence sur la classe ouvrière, cela pourrait être porté à son crédit, bien que, inutile de le dire, nous ne changerions pas d'avis pour si peu. Mais il ne s'agit pas du tout de cela : le D. K. P. noue une alliance électorale avec de risibles partis petits-bourgeois et pacifistes (« Union de la paix » et « Ligue des Allemands », par exem-

ple), sur un programme bien digne de semblables alliés : « action de progrès démocratique » !

Il ne vaut pas la peine de s'arrêter longuement sur le programme de politique extérieure du D. K. P., qui en fait un auxiliaire diplomatique de l'impérialisme russe et du « premier Etat socialiste de la nation allemande ». La reconnaissance de la République Démocratique Allemande est d'ailleurs une revendication de larges couches de la bourgeoisie « éclairée » d'Allemagne occidentale visant à contourner les obstacles qui s'opposent à l'exportation des capitaux de l'Ouest, nécessaire et urgente, vers les pays « socialistes ». Mais reconnaître la R. D. A. signifie implicitement approuver la division définitive de l'Allemagne voulue par les impérialismes américain et russe. Par ailleurs, l'acceptation de la thèse de la « souveraineté limitée » n'a de sens que dans le cadre d'alliances traditionnelles entre Etats bourgeois. (Si en Russie et dans les démocraties populaires existait le socialisme, les frontières nationales auraient disparu depuis longtemps).

Il est probable que beaucoup ont été attirés par le D. K. P. parce qu'ils attribuaient à son prédecesseur clandestin un programme révolutionnaire caché, et aussi parce que, fatigués des bavardages « anti-autoritaires », ils pensaient à juste titre, que seul un parti centralisé, et non pas une poussière de petits groupes « autonomes », était en mesure de mener une politique révolutionnaire de la classe ouvrière. Ils ne tarderont pas à s'apercevoir que l'alignement sur le programme révolutionnaire et la discipline qui en découle pour tous les membres d'un parti révolutionnaire, sont totalement absents du D. K. P., cet enfant tardif du stalinisme.

Il faut souhaiter que lorsqu'ils tourneront le dos au « Parti communiste allemand », ce ne soit pas pour se précipiter dans le marais « anti-autoritaire », mais pour s'orienter vers le marxisme révolutionnaire en luttant pour la formation en Allemagne d'un Parti Communiste International. Il faut souhaiter aussi qu'ils y retrouvent ces révolutionnaires d'instinct qui, dégoûtés par le D. K. P., re-ent encore, malgré leur malaise, dans des groupes comme l'A. P. O. où se mêlent confusément le démocratisme radical et l'anarchisme petit-bourgeois, mais ne pourront pas ne pas parvenir à la conclusion qu'il n'y a pas d'action révolutionnaire sans parti révolutionnaire.

Dans une Allemagne divisée et alors que toute l'Europe centrale sera inévitablement le centre d'un puissant bouleversement social, la place des marxistes révolutionnaires n'est évidemment pas aux côtés d'une des deux variantes de l'opportuniste : celui du D. K. P. démocratique comme celui du mouvement « anti-autoritaire » des étudiants, des enseignants et autres.

La Révolution prolétarienne et les renégats du P.C.F.

« Le capitalisme pré-monopoliste, dont l'apogée se situe précisément entre 1870 et 1890, se distinguait, en raison de ses caractères économiques primordiaux qui furent particulièrement typiques en Angleterre et en Amérique, par le maximum — toutes proportions gardées — de pacifisme et de libéralisme. L'Impérialisme, lui, c'est-à-dire le capitalisme de monopole, dont la maturité ne date que du XXème siècle, se distingue en raison de ses caractères économiques primordiaux, par le minimum de pacifisme et de libéralisme, par le développement maximum et le plus généralisé du militarisme. "Ne pas remarquer" cela, quand on examine jusqu'à quel point la révolution pacifique ou la révolution violente est typique ou probable, c'est tomber au veau du plus vulgaire laquais de la bourgeoisie. »

LENINE - La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.

Depuis que Lénine écrivit ces lignes (1918), l'impérialisme et ses conséquences obligatoires : renforcement des moyens de coercition de l'Etat, police et armée, ont pris des proportions monstrueuses. Le P.C.F. qui pèche pourtant avec les petits-bourgeois sur les effets du développement des monopoles, n'a pas « remarqué » ce phénomène, lui qui, envers et contre tout, continue de prôner le « passage pacifique au socialisme ». Plus encore que Kautsky contre lequel se battait Lénine, il est un vulgaire laquais de la bourgeoisie !

RÉUNION GÉNÉRALE DU PARTI

Parti et organisations de classe

Nous publions ci-dessous la seconde partie du compte-rendu abrégé des rapports présentés à la réunion générale du Parti des 12-13 avril. Le lecteur trouvera la première partie (Cours de l'Impérialisme mondial) dans le N° 65 (Mai 1969) du Proletaire.

C'est lors de la précédente réunion générale que le parti a décidé de présenter à celle-ci un rapport sur « Parti et Organisations de classe » afin de dissiper la confusion engendrée par les groupuscules gauchistes petits-bourgeois et anarcho-syndicalistes à ce sujet et qui ne fait qu'aggraver celle qui provient de l'opportunisme des grands partis officiels. A notre parti, on pourra reprocher tout ce qu'on voudra, sauf un manque de clarté. C'est précisément dans un but de clarification critique et programmatique que nous revenons aujourd'hui sur le vieux thème du parti et des organisations de masse et sur les lointains événements vécus par le mouvement communiste au cours de son histoire tourmentée.

Un tel travail n'est pas un exercice intellectuel, mais un instrument de lutte révolutionnaire, conformément à la formule marxiste bien connue : « Pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire ». C'est pour vaincre l'ennemi, le capitalisme et ses alliés, les faux partis ouvriers, que le parti doit tirer les leçons de la contre-révolution.

En ce qui concerne les rapports entre parti et action économique, parti et syndicats ouvriers, nous avons déjà publié de nombreux textes. La participation des communistes aux syndicats de classe est un principe auquel on ne peut se soustraire, il en va de même pour la constitution d'un réseau de groupes communistes dans les usines et les syndicats afin de les gagner à l'influence du parti et d'en conquérir la direction. A elles seules, les forces du parti ne suffiraient pas, pour lever et organiser l'armée de classe capable de vaincre le capitalisme. C'est pourquoi il est nécessaire de gagner à l'influence du parti les plus larges fractions possibles du prolétariat. Pour atteindre ce but essentiel, il ne suffit pas d'avoir conscience du fait que, sans cela, l'assaut final au pouvoir bourgeois est impossible ; il faut pénétrer réellement dans les organisations de classe au moyen d'une action globale du parti. Certains objectent aujourd'hui que les syndicats ont désormais perdu leur fonction d'organisations de défense des ouvriers parce que la phase impérialiste du capitalisme rend les conquêtes partielles impossibles. A ces syndicats gangrenés par l'opportunisme, ils opposent d'autres organisations « de base » qui assureraient la défense des ouvriers par une action plutôt « politique » née de l'instinct des masses », comme ils disent ; c'est à ce propos qu'ils parlent à nouveau de Soviets, de conseils d'usine, de commissions de base, etc... La thèse centrale de notre Parti à cet égard est celle que la gauche communiste d'Italie opposait aux « maximalistes » de 1918, insurrectionnalistes en paroles, mais contre-révolutionnaires en fait, membres du Parti socialiste d'alors, ancêtre du Parti « communiste » italien d'aujourd'hui.

LE PROLETAIRE dans la région parisienne

Notre journal est en vente dans les kiosques des principales gares de Paris et de la banlieue ; dans les bibliothèques de Métro de tous les terminus, de toutes les Portes de Paris et des principales correspondances.

C'est également celle qui se trouve formulée dans les thèses du 2^{ème} Congrès de l'IC et qui dérive tout naturellement de la conception marxiste : les soviets sont des organes politiques, c'est à dire des organes du pouvoir prolétarien ; ils surgissent donc quand la lutte pour ce pouvoir entre dans sa phase décisive, et non point quand il prend fantaisie aux dirigeants du parti de les constituer. Après la victoire révolutionnaire, ces Soviets remplacent les organes représentatifs, parlementaires et démocratiques de l'Etat bourgeois.

Les Conseils d'usine, que les ordinovistes italiens, c'est-à-dire les ouvriéristes, confondirent avec les Soviets, ne sont pas, eux, des organisations politiques, mais des organisations économiques et d'entreprises. En tant qu'organes de contrôle de la production, ils ne peuvent surgir que dans une phase de désagrégation complète de l'économie bourgeoise (comme en Russie, dans les mois qui précéderent Octobre). Ils s'opposent aux directions patronales en tant qu'organes d'exécution des directives du parti dans le domaine économique ; mais pour qu'ils puissent remplir réellement et efficacement cette fonction, il est bien entendu nécessaire que le pouvoir politique ait été arraché à la bourgeoisie.

L'histoire de la naissance et du développement de ces organisations confirme pleinement ces vieilles thèses éprouvées de notre Parti, qu'il s'agisse de leur transformation en organes de la dictature révolutionnaire, comme dans la Russie de 1917, ou au contraire de leur intégration dans l'Etat capitaliste, comme en Allemagne et en Autriche. Ces thèses reposent sur le principe marxiste selon lequel la révolution n'est pas une question de formes d'organisation. Cela signifie que ce n'est pas en remplaçant une organisation donnée par une autre que l'on peut faire des pas en avant, pas plus que ce n'est en adoptant des tactiques éclectiques, en remplaçant tels chefs par tels autres qu'on accélère le développement du parti et la marche de la révolution. De toutes façons sans une direction du parti de classe, toute organisation du prolétariat (conseil d'usine, syndicat ou Soviet) est condamnée à tomber sous l'influence de l'opportunisme et donc à agir contre les intérêts de la Révolution.

Il ne faut en conclure ni qu'il faille être indifférent à la lutte politique (erreur de l'anarcho-syndicalisme, ennemi du parti politique) ni qu'il faille être indifférent à la lutte économique (erreur des puristes qui nient la fonction révolutionnaire de la

classe ouvrière et se séparent la lutte politique de la lutte économique, retombant dans les abstractions idéalistes de l'anarchisme) ni enfin qu'il faille subordonner l'action du parti à l'humeur des masses à un moment donné (erreur ordinoviste qui additionne toutes les erreurs ouvriéristes et immédiatistes résultant d'un démocratisme ouvrier calqué sur la démocratie bourgeoise, et qui place au premier plan les organes immédiats de la classe, tels que les conseils et seulement au second plan le

parti politique, ou qui le surprime même).

Comme toute l'histoire de la lutte le démontre, le Parti communiste ne renonce jamais à conquérir une organisation de classe quelle qu'elle soit, mais il ne fait non plus d'aucune d'elles un fétiche, c'est à dire qu'en aucun cas il ne subordonne son programme ni même sa tactique au consentement de l'organisation de masse.

Quelles que soient les conditions historiques dans lesquelles

la Révolution future «doive se produire, on ne peut concevoir une reprise de l'action de classe du prolétariat, la formulation d'une tactique communiste et enfin la direction de la lutte révolutionnaire des masses par le parti sans une activité préalable de ce dernier sur les lieux de travail et dans les organisations économiques et politiques de classe, seul moyen pour lui de se relier au prolétariat et de lui transmettre les directives dérivant du programme communiste.

INTRODUCTION AU RAPPORT SUR L'HISTOIRE DE LA GAUCHE

Le temps a manqué pour présenter le rapport sur l'histoire de la gauche, qui est renvoyé de ce fait à la prochaine réunion générale du parti. Le rapporteur s'est limité à indiquer que ce rapport serait consacré aux luttes grandioses de la classe ouvrière dans le premier après-guerre, surtout en Europe centrale, mouvement dont est né la III^{ème} Internationale, et dont le bilan, hélas décevant, pèse lourdement sur celle-ci, sur le pouvoir prolétarien de Russie ; et sur l'ensemble du mouvement ouvrier mondial. Cette évocation est indispensable pour la lutte de notre parti, parce que c'est précisément du grand conflit de classe de ces années-là qu'il a tiré et tire la confirmation objective de ses principes théoriques et pratiques, une confirmation qui concerne tous les problèmes de la révolution. Ces problèmes se posèrent alors avec une évidence dramatique au cours de la guerre de classe qui dura bien deux ans sans interruption, les brefs moments de répit étant chaque fois suivis de nouveaux élans. Or, il n'est pas exagéré de dire que cette succession d'actions prolétariennes héroïques et de défaites démontre de façon éclatante la justesse des positions de la Gauche italienne, y compris celles qui l'opposèrent à l'Internationale maïssante. Ce n'est pas un purisme théorique qui pousse la Gauche à dénoncer sévèrement les dangers d'une tolérance même relative à l'égard des forces politiques (droite social-démocra-

te, et surtout centre kautskyste, plus dangereux encore), dont le bolchévisme avait fustigé sans pitié le rôle contre-révolutionnaire avant et pendant la guerre de 1914-18. La dure expérience de 1919-20 ne confirma que trop le fait que ces forces étaient objectivement et en quelque sorte mécaniquement, condamnées à agir comme la défense de l'ordre bourgeois le leur commandait, indépendamment de toutes les velléités subjectives contraires. C'est ainsi que, successivement, le centre kautskyste prit ses distances à l'égard de la droite pour empêcher les masses « incultes » de s'orienter vers des solutions révolutionnaires et d'épouser la cause « des gens de Spartacus » (lettre de Kautsky à Adler en 1916), puis se rapprocha d'elle ouvertement, jusqu'à partager avec elle le pouvoir, afin de consolider les succès de sa brillante opération de « récupération » des masses, pour s'éloigner d'elle à nouveau, répétant la première manœuvre, dans une phase ultérieure, alors que l'expérience de lutte accumulée par le prolétariat devenait dangereuse pour l'ordre constitué. Aucun effort de volonté aussi généreux fut-il (et celui des dirigeants de l'Internationale le fut indubitablement) ne pouvait ni ne pourra jamais modifier le rôle de ces forces opportunistes, ni les neutraliser en tentant de les attacher à la cause révolutionnaire par d'audacieuses manœuvres : avec elles, on aurait dû couper

tous les ponts, et faute de l'avoir fait, on est allé à la catastrophe.

Cela résulte avec évidence non seulement de l'action des Indépendants (centristes) d'Allemagne, des derniers mois de la guerre à 1920, mais aussi des événements de Hongrie et de Bavière, du rôle des « maximalistes » italiens et des socialistes français, massivement entrés dans le P.C.F. à Tours, par malheur. Evoquer à nouveau ces années, c'est affiler l'arme de notre critique afin de préparer la critique par les armes, le moment venu. D'ailleurs, où donc les jeunes militants puiseraient-ils l'enthousiasme, la foi, les certitudes dont le présent est si avare et que la doctrine ne suffit pas à elle seule à insuffler, si ce n'est dans ces « assauts au ciel » de la classe exploitée de cette époque, dont les épisodes contemporains — magnifiques en soi, mais bien pâles comparés à ceux-là — ne peuvent donner la moindre idée, tant était grande leur puissance explosive ? Le bagage du militant ne se réduit pas à de grandes constructions et anticipations théoriques ; il a besoin de se sentir relié à la lutte d'émancipation séculaire du prolétariat par un lien vivant, avec tout ce que cela comporte d'amour et de haine, de solidarité avec le vaincu d'hier, et de mépris pour le vainqueur qui, encore aujourd'hui trompe au souvenir de sa honteuse victoire, mais n'en a peut-être plus pour longtemps à triompher !

Organisation du prolétariat en classe ou « pêche à la ligne »

Au temps où le Communisme était une force, et où il aspirait à se séparer du social-démocratisme (cela remonte aux années de la première guerre mondiale et au premier après-guerre), ce dernier l'accusait de « diviser » la classe ouvrière, et donc de l'affaiblir, et le jeune Communisme lui répliquait victorieusement : « La diviser ? Non. L'organiser révolutionnairement, oui. Puisque pour arriver à l'unité révolutionnaire, il faut passer par la division d'avec les opportunistes, nous n'hésiterons pas ! Mais le but n'est pas la division ! C'est la libération de la force révolutionnaire de la classe ouvrière de la domination stérilisante de votre réformisme. »

Cinquante ans plus tard, le Communisme, reconnaissons-le honnêtement, n'est plus dans l'immédiat une force. La lutte de classe a ses hauts et ses bas. Nous n'y pouvons rien, mais forts de la conviction scientifique selon laquelle le Communisme AURA LE DERNIER MOT, nous n'avons pas besoin de nous monter la tête sur ses chances immédiates : nous laissons cela à l'opportunisme gauchiste, et en particulier trotskyste. N'étant plus une force, le communisme n'a plus droit à l'accusation de travailler à la « division du prolétariat ». Non. En dehors des crises aiguës pendant lesquelles le réformisme contemporain — celui du P.C.F. — crie à la « provocation policière », à l'« aventurisme révolutionnaire » dès qu'il se trouve en présence d'une critique communiste de la soc été présente, des quarante dernières années d'histoire et de son infâme pratique de Parti, il ne nous fait pas tant « d'honneur ». Son ultime argument, quand il a été mis théoriquement hors de combat (chose plus qu'aisée), c'est l'argument du « plus fort ». Un point c'est tout : « Pauvres malheureux ! Nous, nous organisons le prolétariat. Nous conduisons ses luttes contre le patronat et le gouvernement ; bref nous sommes efficaces. Vous, tout ce que vous pouvez faire, c'est « pê-

cher à la ligne », un adhérent par-ci, un autre adhérent par-là ! Imbéciles ! ». Que faut-il répliquer à cet argument « du plus fort », d'autant plus infâme qu'il est fondé sur la certitude contre-révolutionnaire parfaitement stupide et bornée selon laquelle jamais le prolétariat n'échappera plus à la coupe du PCF pacifiste, réformiste, et finalement violemment ANTI-COMMUNISTE ?

Il semble qu'il y ait quelques hésitations à ce sujet parmi les jeunes camarades du Parti. La moindre hésitation (et pis, la moindre querelle) à ce sujet prouverait une inquiétante immaturité. Il n'y a pas d'autre réponse à faire que celle de nos camarades du passé, de nos devanciers, de ceux qui nous ont éduqués dans le Communisme prolétarien, à leurs ennemis de l'époque : « Pêcher à la ligne » dans la classe ouvrière ? Non. L'organiser révolutionnairement, oui ! Puisque pour arriver à l'organisation révolutionnaire, il faut passer par la « pêche à la ligne », nous n'hésiterons pas ! Mais notre but, ce n'est pas de « pêcher » éternellement ; c'est de vous écarter, et le jour de votre défaite, qui sera celui de la libération de la force révolutionnaire de la classe ouvrière, arrivera inéluctablement, canailles trop sûres de votre force ! »

« Quand donc ? », demandent certains. « Dès demain » disent les uns. « Sûrement pas » répliquent les autres. Demain ou après-demain, cela ne change rien à nos tâches de Parti révolutionnaire. En attendant de devenir comme nos camarades, nos frères des années 1914-1920, les « diviseurs » hais et ouvertement dénoncés qui se rient des impuissantes accusations de la canaille opportuniste, sachons faire modestement, inflexiblement, avec continuité, notre travail de « pêcheurs à la ligne », si on veut l'appeler ainsi, insensibles aux vils sarcasmes des contre-révolutionnaires triomphants ! Rira bien qui rira le dernier...

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1969

LISTE N° 5

Magali, 10 ; André, 20 ; Florence 25,60 ; Arthur, 101,40 ; S 200 ; Dédé 5 ; J. et J 5 ; R. et R. 40 ; Rosa, 20 ; Lyon, 423 ; André 70 ; Gabriel, soutien, 12 ; Raymond, soutien 10 ; Arles 10 ; Alain 6 ; Lucien 20 ; François 40 ; Jean 18 ; La Flèche 80 ; Piccino 10 ; Barbieri 10 ; Mario 10 ; Anita 10 ; Flins 35.

Total précédent 6.878,48

Total liste N. 5 1.168,40

Total général 8.046,88

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
9 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Distribué par les N.M.P.P.

L'opportunisme trotskyste

(Suite première page)

miques du capitalisme : le salaire reste un salarié, le produit reste une marchandise. Rien n'est changé ; au contraire, la concurrence entre les entreprises gérées par les ouvriers va se développer. Dans ces conditions la fameuse « gestion ouvrière » ne saurait être que l'organisation de l'exploitation des prolétaires par les prolétaires eux-

GAUCHISME DES PETITS-BOURGEOIS

Si M. Krivine et ses amis ont aucun rapport avec la théorie marxiste, ce sont des idéologues. Mais que représente leur idéologie ? Pour éclaircir ce point, faisons appel à M. Krivine : il se dit le « représentant du mouvement de mai 1968 ». « Mai 1968 », ça a été une révolte étudiante, plus une grève générale pacifique des salariés. La classe ouvrière est restée « la grande force tranquille » que les Séguy et les Waldeck-Rochet voudraient bien qu'elle reste éternellement ; elle s'est laissée consigner dans les usines, elle a repris le travail après avoir obtenu les quelques miettes lancées à Grenelle ; elle n'a en rien agi révolutionnairement. La lutte des étudiants, elle, a été violente, et après ? C'est sa nature de classe qu'importe ; devait-elle, pouvait-elle abattre le capitalisme ? Tout est là.

Les étudiants sont issus des couches petites-bourgeoises que le Capital opprime mais qui, bien loin d'adhérer pour autant au Communisme prolétarien, résistent de toutes leurs forces à la prolétarianisation. En tant qu'étudiants, leurs chances de réussite diminuent à mesure que leur nombre croît et que la concurrence entre eux devient plus sévère. Par ailleurs, la rationalisation capitaliste limite autant que possible les emplois grassement rémunérés dont ils rêvent, « prolétarisant » de larges fractions d'entre eux : d'où leur fureur contre la « sélection », le mépris bourgeois de la « culture », contre la subordination de l'« intellectuel » aux exigences de la production du profit et bien entendu, contre le chômage des intellectuels ; d'où aussi les barricades étudiantes, symbole d'une action défensive, plus qu'action défensive réelle. Ce mouvement de petits-bourgeois poussés à bout, la « participation » a suffi à le calmer. Toute la « lutte » se réduit aujourd'hui en palabres sur la « vraie » et la « fausse » participation ; en attendant, on participe, au lieu de descendre dans la rue. C'est qu'à aucun moment le mouvement étudiant n'a embrassé le programme révolutionnaire du prolétariat : tout ce qu'il a tenté a été d'amener le prolétariat à défendre les intérêts des étudiants, et de la petite-bourgeoisie en général : tout le reste est littérature.

mêmes. Un tel « socialisme » s'inspire au fond de la même revendication de « Liberté, Égalité, Fraternité » que la révolution bourgeoise d'où est sorti le capitalisme moderne. M. Krivine et ses amis n'ont donc rien à voir ni avec le programme historique du prolétariat, ni par conséquent avec la lutte de la classe ouvrière et le socialisme scientifique et révolutionnaire de Marx et d'Engels.

C'est ce mouvement-là que représentent, comme ils le disent eux-mêmes, M. Krivine et Cie. Non tel qu'il est devenu aujourd'hui, mais tel qu'il était en mai : merci bien, nous ne marchons pas ! Nous ne troquerons pas le programme historique du prolétariat pour la société imaginaire dont rêvent Messieurs les petits-bourgeois. Les classes moyennes peuvent suivre le prolétariat, à condition qu'il soit le plus fort. Quand elles prétendent le guider, ou, pis, mener à sa place la lutte contre le Capitalisme, c'est nécessairement la réaction bourgeoise qui triomphe.

THEORIE ET TACTIQUE

La candidature de M. Krivine est l'aboutissant logique de l'opportunisme trotskyste. Mais ici son adhésion à des buts de classe étrangers aux buts communistes du prolétariat se masque derrière des prétextes « tactiques ». Il ne s'agit plus de donner à la classe ouvrière une claire perspective historique, une claire conscience de l'opposition irréductible qui existe entre son programme communiste et toutes les panacées petites-bourgeoises : il s'agit « d'exploiter » le mécontentement qui existe, de « coller » à la réalité actuelle. Cela aboutit au même « manœuvrisme » abject qui a perdu la IIIème Internationale elle-même, et reculé d'autant (au lieu de hâter) la Révolution communiste. La classe ouvrière, actuellement dominée par l'opportunisme, croit « aux réformes de structure anti-capitalistes », à « l'échelle mobile des salaires », à la « planification démocratique » ? Agissons donc les « réformes de structure », à « l'échelle mobile » et la « planification démocratique » dit le trotskyste ! La classe ouvrière a des illusions démocratiques ? Participons à la campagne électorale pour la mieux démythifier. C'est la vieille tactique dite du « parlementarisme révolutionnaire » que le courant d'où est sorti notre petit parti communiste international a, dès le début dénoncée, il y a plus de quarante ans ! Participer, collaborer aux campagnes électorales de la Démocratie bourgeoise, c'est s'interdire non seulement de détruire celle-ci, mais même simplement de démythifier celles-ci ! Si on présente des candidats aux élections, on ne peut plus crier ensuite : élections - trahisons ! qui est pourtant une grande vérité communiste !

Ce que le Parti prolétarien doit mettre à « l'ordre du jour », ce ne sont pas les élections, mais la lutte de classe qui passe par le rejet du mythe démocratique.

Après les morts de décembre dernier à Avola (à cette occasion, les ministres « socialistes » avaient solennellement déclaré qu'on ne tirerait jamais plus en Italie sur ceux qui réclamaient du pain et du travail !), voici les morts de Battipaglia, et voici aussi le contenu politique le plus avancé de la protestation des confédérations syndicales et des partis officiels : il faut désarmer la police durant les agitations ouvrières ! Il s'agit donc pour eux, dans la plus lâche tradition réformiste et petite-bourgeoise, de conjurer par de « justes » mesures la lutte entre les classes dont les manifestations les plus vives effrayent les petits-bourgeois. Mais ces manifestations ne découlent pas de règlements de police dépassés ou inadaptés à la « réalité nationale », elles sont déterminées par les lois objectives du mode de production capitaliste. Le problème n'est pas d'obtenir que la classe dominante désarme elle-même sa propre police, mais de ne pas abandonner le prolétariat à la répression bourgeoise, après l'avoir désarmé et divisé. Le syndicalisme « moderne », au contraire, prive la classe ouvrière de son unité de classe, face au front unitaire du capital. Et les discours à fond populaire et démocratique des ministres « socialistes » ou de l'opposition de Sa Majesté « communiste » constituent l'expression

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique
du
Parti Communiste International

Le numéro 43-44 vient de paraître.

AU SOMMAIRE :

- Le « Parti de la peur »
- Le « gauchisme » n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste
- Théorie marxiste de la monnaie (I)
- Marxisme et science bourgeoise
- Les conditions d'admission à l'Internationale communiste

Ce numéro double : 7 F. En vente dans les principaux kiosques et librairies ; commandes au « Prolétaire ».
Abonnement annuel : 15 F.
Abonnement combiné « Programme Communiste » - « Le Prolétaire » : 20 F.

Le P. C. F.

(Suite première page)

ses, s'est fait construire un magnifique mur autour d'une de ses propriétés. Et M. Duclos de s'exclamer : « Voyez où passent les profits, quel gaspillage, quelles grandes choses aurions-nous pu réaliser avec cet argent, bêtement dilapidé ! ». Voilà les exploits oratoires du crétinisme réformiste !

M. Duclos, parlant en petit-bourgeois à des petits-bourgeois envieux, fascinés par la richesse des grands bourgeois, veut nous faire avaler cette énormité : leurs profits, les capitalistes le dépensent en frivolités. Bien entendu, ils ne vivent pas en ascètes, mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est que les bourgeois investissent la majeure partie de leurs profits et n'en consomment qu'une part infime. Pourquoi ? Parce qu'ils y sont contraints par la concurrence sans merci qu'ils se livrent entre eux sur le marché mondial. Leurs investissements leur rapportent de nouveaux

profits, qu'ils investissent encore. Voilà la loi du capital. Et c'est pour cela, M. Duclos, que les bourgeois compriment au maximum les salaires, augmentent les cadences, refusent de diminuer la journée de travail, parce que le monde est saturé de capitaux qui se livrent une guerre permanente pour conserver les marchés et en conquérir de nouveaux, et donc pour obtenir une production compétitive, comme disent ces messieurs. Voilà pourquoi le capitalisme accumule sans cesse, exploite toujours davantage et toujours plus de monde et court tout droit à la crise de surproduction et à la guerre impérialiste qui en découlera inévitablement si les Duclos et compagnie peuvent continuer à barrer la route de la révolution au prolétariat.

Sauveur de la petite et moyenne bourgeoisie, défenseur du prolétariat (en distribuant sans doute à chaque ouvrier, une bricole du mur de Dassault) qui devrait pourtant payer directement ou indirectement le prix

du sauvetage de la petite production et du petit commerce, le P.C.F. conciliateur jusqu'au bout, défend aussi la production nationale. Il faut des « investissements productifs » ou plutôt il en faut davantage. De deux choses l'une : ou bien ces investissements productifs résulteraient simplement d'une reconversion de la part des profits que « mangent » les bourgeois, et alors c'est dérisoire, ou bien il faut dire adieu à l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière. Ce qu'on consomme, on ne l'investit pas : il faut choisir M. Duclos !

Toutes ces pitreries électoralistes ne sont en réalité pas drôles du tout, car ce qui est en jeu, c'est le sort du prolétariat. Tous les efforts du P.C.F. visent à empêcher de se constituer en classe, d'éprouver sa force, de s'organiser, même simplement de prendre conscience de l'immense force qui, des mécanismes économiques jusqu'à l'arsenal répressif de l'Etat, la maintient dans son rôle de classe exploitée. Tous les efforts du P.C.F. visent à dissoudre le prolétariat dans le marais informe du peuple qu'on berce de toutes les promesses démagogiques. A cet égard, la renonciation à la manifestation du 1er mai prend la valeur d'un symbole. Le P.C.F. et la C.G.T. ont interdit à la classe ouvrière de seulement montrer sa force collective, pour mieux enfermer chaque ouvrier dans l'isolement de la grande folie aux illusions électorales.

Oui, le P.C.F. est bien le parti social-démocrate d'aujourd'hui, la première force de l'anticommunisme !

Le syndicalisme moderne

(Suite de la page 2)

Après les morts de décembre dernier à Avola (à cette occasion, les ministres « socialistes » avaient solennellement déclaré qu'on ne tirerait jamais plus en Italie sur ceux qui réclamaient du pain et du travail !), voici les morts de Battipaglia, et voici aussi le contenu politique le plus avancé de la protestation des confédérations syndicales et des partis officiels : il faut désarmer la police durant les agitations ouvrières ! Il s'agit donc pour eux, dans la plus lâche tradition réformiste et petite-bourgeoise, de conjurer par de « justes » mesures la lutte entre les classes dont les manifestations les plus vives effrayent les petits-bourgeois. Mais ces manifestations ne découlent pas de règlements de police dépassés ou inadaptés à la « réalité nationale », elles sont déterminées par les lois objectives du mode de production capitaliste. Le problème n'est pas d'obtenir que la classe dominante désarme elle-même sa propre police, mais de ne pas abandonner le prolétariat à la répression bourgeoise, après l'avoir désarmé et divisé. Le syndicalisme « moderne », au contraire, prive la classe ouvrière de son unité de classe, face au front unitaire du capital. Et les discours à fond populaire et démocratique des ministres « socialistes » ou de l'opposition de Sa Majesté « communiste » constituent l'expression

la plus ignoble et la plus mystificatrice de ce front ennemi.

Naturellement, le syndicalisme « moderne » utilise les plus modernes moyens de communication. C'est ainsi qu'un des secrétaires de la C. G. I. L., Lama, a annoncé au cours d'une conférence télévisée qu'en 1969, 57 contrats de travail nationaux, intéressant 3.800.000 ouvriers (métallurgie, chimie et construction en particulier) devaient être renouvelés. Eh bien, la préoccupation dominante de nos syndicalistes sera d'être « efficaces », comme ils disent, c'est-à-dire d'obtenir que chacune des catégories, lutte en ignorant complètement les luttes, les intérêts, les problèmes des exploités des autres catégories. L'« articulation » est le fondement du « syndicalisme moderne » !

Aujourd'hui en Italie, le syndicalisme est l'affaire des sommets, et salimente de réunions au niveau ministériel, de discussions académiques sur la fonction du syndicat dans le développement de l'économie nationale, de réunions de bonzes sur l'unification syndicale qui viendrait sanctionner la naissance officielle d'un syndicalisme d'Etat, etc...

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la Bourse du Travail de Turin, qui est peut-être le centre industriel le plus important d'Italie, soit contrainte de reconnaître par la bouche de son éminent bureaucrate Piero Frasca, que « rares sont les camarades qui ont avec le syndicat un rapport de collaboration actif et permanent ». Par ailleurs, il est significatif que sur les centaines de milliers de prolétaires de Turin, 20.626 seulement ont été syndiqués à la C. G. I. L. en 1968, tandis que l'immense Fiat n'en comptait que 1.539 ! Voilà des chiffres qui illustrent bien l'efficacité atteinte par le « syndicalisme moderne » !

Mais, les mirabolantes recettes de ce syndicalisme ne sont pas toujours acceptées par les intéressés. Récemment, les tramonts de Rome, appelés par leur syndicat à une grève de 2 heures, ont continué la lutte pendant 30 heures, contre l'avis et malgré la consternation des bonzes. Après avoir

frappé à toutes les portes (préfecture, ministères), ceux-ci ont dû essayer de sauver la face par un communiqué déclarant que la grève continuait « à cause des sollicitations de la catégorie des tramonts ». Beau langage de classe : se tenant au-dessus de la mêlée, messieurs les syndicalistes modernes daignent accueillir de temps à autre, les sollicitations de la base !

Les confédérations syndicales sont aussi obligées de compter toujours plus, avec une opposition à leurs méthodes qui se renforce dans les rangs ouvriers. Le secrétaire Lama, de la C. G. I. L. a clairement déclaré à la télévision, combien le préoccupe l'existence de ces poussées ouvrières tendant à déborder les directions syndicales. Naturellement, il a également déclaré que tout cela devait être résolu par le développement de la démocratie dans le syndicat.

Cela, c'est la version pour la télévision. La réalité est beaucoup plus sordide : à l'intérieur de la C. G. I. L. on procède à une épuration systématique des ouvriers conscients, manifestant un esprit de classe, qui s'opposent au glissement du syndicat vers des positions toujours plus corporatistes. La démocratie, sur laquelle nous ne pleurerons certes pas, n'est que l'habit de fête du secrétaire Lama pour la télévision. Ce n'est pas elle, du reste, qui résoudreait un problème dont la solution ne peut être trouvée que sur le terrain de la lutte de classe, de la lutte que les ouvriers conscients devront mener pour chasser de la direction syndicale les stipendiés de la bourgeoisie, pour restituer au syndicat son rôle de classe traditionnel en reléguant au musée le syndicalisme « moderne », banale expression de l'idéologie collaborationniste des petits-bourgeois.

C'est là, la tâche principale des ouvriers conscients ; et pas seulement en Italie. Mais qu'un bonze syndical soit contraint d'avouer à cet égard, montre que la situation commence à changer, même si c'est encore avec bien des lenteurs. Les exploités ne supporteront pas indéfiniment la trahison des bonzes syndicaux « modernes » !